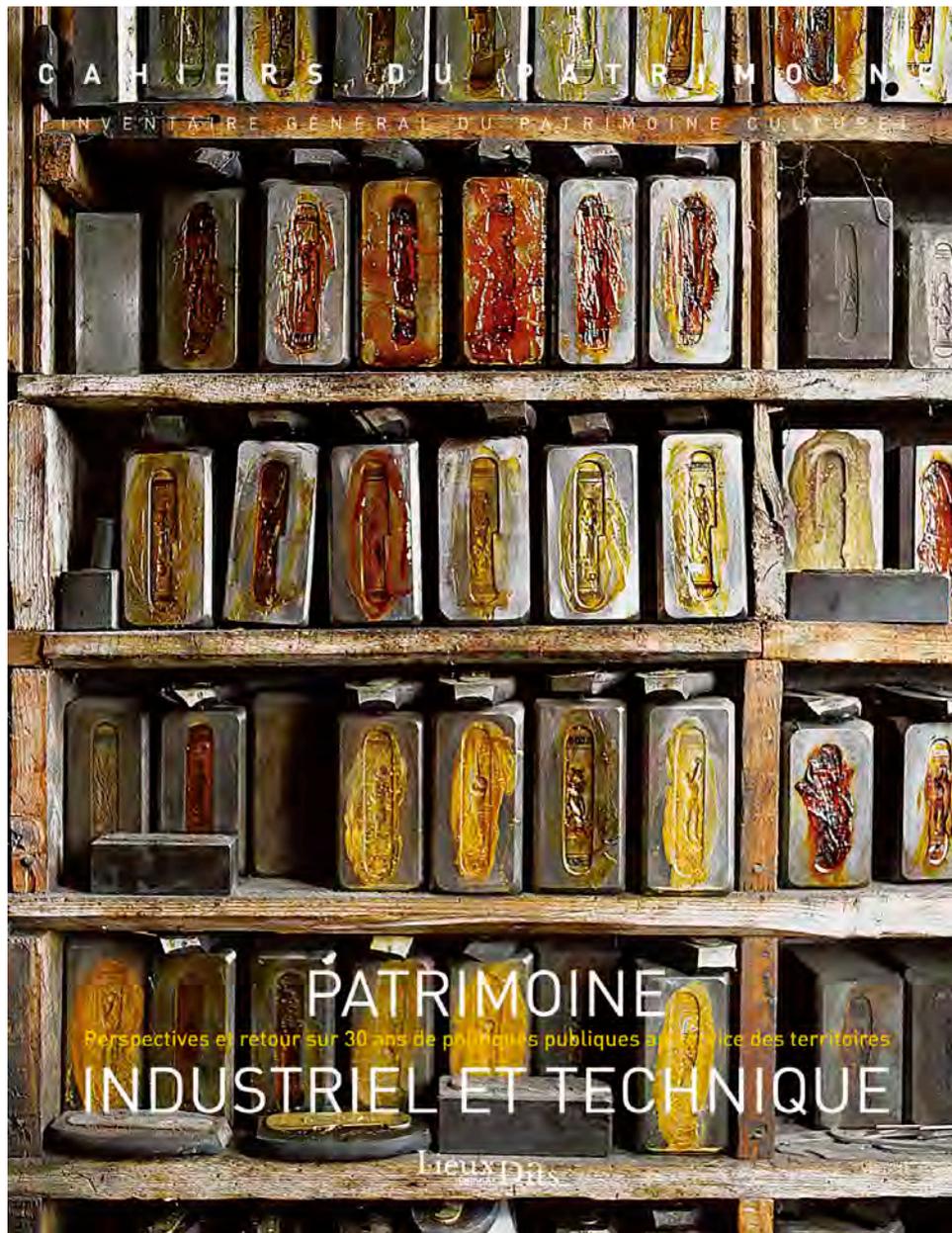


PATRIMOINE INDUSTRIEL ET TECHNIQUE

Perspectives et retour sur 30 ans de politiques
publiques au service des territoires



Notre rapport à la mémoire et au paysage, ainsi que les évolutions économiques, sociétales et techniques ont une incidence directe sur le concept de patrimoine. En un peu moins de cinquante ans, les politiques publiques culturelles ont élargi leur champ à une période chronologique plus longue mais aussi à des domaines plus variés.

Dans le contexte de la démocratisation patrimoniale des années 1980, une cellule fut spécialement créée pour se consacrer totalement à l'étude du patrimoine industriel et technique français. Depuis près de trente ans, les investigations se poursuivent en faveur de notre legs industriel, partagées entre les actions de connaissance d'urgence d'un patrimoine fragile et la nécessité d'études approfondies dans un domaine qui a encore du mal à acquérir la place qu'il mérite.

Quelles sont les méthodes d'investigation utilisées, celles à envisager ? Quels nouveaux enjeux sont apparus et quelles actions mener pour connaître et préserver ce pan de notre histoire ? Comment donner au patrimoine industriel et technique toute sa légitimité en réponse aux préoccupations contemporaines ?

Le patrimoine industriel a-t-il partie gagnée en France ? L'expression même, d'abord étrange, est devenue banale. En 30 ans, l'espace d'une génération, elle a conquis droit de cité. Mais ceux qui se réjouissent que des ateliers, des usines, des ponts et des halles aient ainsi bénéficié d'une forme de reconnaissance, voire d'une protection au titre des Monuments historiques, doivent convenir que rien n'est définitivement acquis. Bien des déceptions ont jalonné notre itinéraire. C'est toujours une course de vitesse entre les chercheurs et les démolisseurs. Ce patrimoine est non seulement fragile mais il n'a de chance de survivre que s'il est répertorié et, en quelque sorte, adopté. Pourtant, des manufactures d'Elbeuf au haut fourneau d'Uckange, des chevalements du Pas-de-Calais au silo d'Arenc à Marseille, à la chocolaterie Menier comme aux papiers peints Leroy, l'intervention efficace des pouvoirs publics et le militantisme informé des associations a évité un destin de friches à des centaines de sites remarquables mais sans activité.



La collection des Cahiers du patrimoine révèle les découvertes les plus intéressantes faites lors des enquêtes. Collection scientifique des travaux de l'Inventaire, les recherches sont menées sur un thème, une aire géographique, un quartier, une ville, un monument ou un type d'objet. Très complets, ces ouvrages sont également richement illustrés.



PARUTION

21 septembre 2011

AUTEURS

Textes : Marina Gasnier
Photographies : *alii*.

FICHE TECHNIQUE

PATRIMOINE INDUSTRIEL ET TECHNIQUE Perspectives et retour sur 30 ans de politiques publiques au service des territoires
Une édition Lieux Dits
Collection Cahiers du Patrimoine (n°96)
304 pages, 170 illustrations
Format 21 x 27 cm
Broché à rabats
Prix de vente 30 euros TTC (France)
ISBN 978-2-362190-35-3

MAISON D'ÉDITION

Lieux Dits
17 rue René Leynaud 69001 Lyon
Tél : 00 33 (0)4 72 00 94 20 ; Fax : 00 33 (0)4 72 07 97 64
courriel : contact@lieuxdits.fr - site : www.lieuxdits.fr

DIFFUSION

Librairies françaises : Rando Diffusion
Librairies suisses : Servidis
Librairies canadiennes : ADL
Particuliers : Comme l'air (comlair@free.fr)

**CONTACT PRESSE
ET VISUELS**

Joanne Drevet, Éditions Lieux Dits
Tél & Fax : 00 33 (0)4 72 00 94 20 ; joanne.drevet@lieuxdits.fr
Pour illustrer vos articles :
pour votre site : [couverture à télécharger](#) (cliquez sur le lien)
pour vos publications : [couverture à télécharger](#) (cliquez sur le lien)

INTERVIEWS

Possibilité d'interviewer les auteurs, [nous contacter](#)

LE PATRIMOINE INDUSTRIEL, SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE FRANÇAIS – UN ÉTAT DES LIEUX



Forge Clément fondée en 1854 à Corcaillans, en Haute-Saône. L'usine a cessé son activité en 2004 ; les bâtiments de production, vendus à un industriel, sont utilisés pour produire de l'électricité grâce aux turbines en place. Jérôme Monjeville © Région Franche-Comté, Inventaire du patrimoine. ADGEP, 2005.



Exemple de schéma réalisé par le service de l'Inventaire du patrimoine culturel de Poitou-Charentes – représentation pédagogique d'une distillerie d'eau-de-vie de Cognac. © Région Poitou-Charentes, Inventaire général du patrimoine culturel, Zoi Lambert, 2008.

Désignées en 1986 comme deux des quatre régions test, Poitou-Charentes et Champagne-Ardenne ont rempli leur mission en terminant le repérage du patrimoine industriel respectivement en 2007 et 2009. À l'issue de ces travaux qui méritaient d'être valorisés, le service régional de l'Inventaire de Poitou-Charentes a dédié un site Internet¹⁸⁴ spécifique à cette thématique, indépendant de la base Mérimée. En plus d'avoir été conçu comme un outil de valorisation, le site présente le paysage et le patrimoine industriel de la région : il aborde, par le biais de plusieurs entrées, les secteurs d'activité les plus marquants du tissu industriel régional, mais aussi les témoignages matériels encore *in situ* en traitant des aspects architecturaux et techniques. L'intégration de supports pédagogiques présentant certains procédés de fabrication donne une dimension dynamique à l'ensemble, construit avec beaucoup de soin et caractérisé par sa grande qualité. Une synthèse de ce repé-

rage a par ailleurs été présentée dans le cadre d'un colloque national à Poitiers en septembre 2007, intitulé « Patrimoine et industrie en Poitou-Charentes : connaître pour valoriser »¹⁸⁵ ; l'événement a été l'occasion de mettre en valeur le travail des photographes du service régional de l'Inventaire par une très belle exposition qui fixe à jamais les images d'industries, d'ateliers, d'hommes et de machines. La région Champagne-Ardenne a mené une opération similaire en partenariat avec l'APIC¹⁸⁶ en organisant, en septembre 2009, un colloque international intitulé « Le patrimoine industriel en Champagne-Ardenne, diversité et destins »¹⁸⁷.

Conjointement au repérage proprement dit, plusieurs missions d'urgence sont menées sur des sites particulièrement menacés. Même si elles ralentissent de fait la progression du repérage, ces missions sont

184 <http://inventaire.poitou-charentes.fr/patrim/tp/index.html>
 Cette publication en ligne a été conçue et réalisée par le service de l'Inventaire de la région Poitou-Charentes, à partir de l'ouvrage sur le patrimoine industriel de Poitou-Charentes écrit de 1986 à 1993, par Wolf von Riesen et Jean-Pierre Azéma et de 1994 à 2004, par Pascale Mondou-Puyreau, avec le concours de Jacqueline Dubelle, Judith Guerin, Aurélie Lige, Olivier Polletier, Charlotte Bon et Geneviève Renaud.

185 Conseil régional de Poitou-Charentes. *Repère sur le patrimoine industriel de Poitou-Charentes et d'ailleurs*. Bouffange, S. et Meudon, P. (dir.). La Cèdre : Genevès Editions, 2008, 373 p. (Cahiers du patrimoine, 13).
 186 Association pour le patrimoine industriel en Champagne-Ardenne.
 187 La publication des actes est en cours. Par ailleurs, il est aussi possible de prendre connaissance de l'étude par voie électronique, l'adresse suivante : <http://www.eco-champagne-ardenne.fr/patrimoineindustriel08/> IA08001406.html Copyright

INTRODUCTION

Depuis la création de l'Inventaire général par André Malraux en 1964, notre rapport à la mémoire, les changements politiques, économiques, techniques et paysagers – autrement dit l'évolution sociale – ont eu une incidence directe sur le concept de patrimoine, sur sa prise en compte et l'étendue de son champ. En un peu moins de 50 ans, la politique culturelle de l'Inventaire général est passée du recensement et de l'étude « des monuments et des richesses artistiques de la France » à

une notion beaucoup plus ouverte et transversale qui est celle de « patrimoine culturel ». Cette évolution correspond à l'élargissement du champ patrimonial qui couvre, non seulement une période chronologique plus longue en s'ouvrant aux époques les plus récentes, mais aussi des domaines plus variés. Architecture, sculpture, orfèvrerie ou encore vitraux... ne sont plus les seuls apanages du service. En 1983, une cellule fut spécialement créée au sein de la sous-direction chargée

Atelier de tréfilerie de la forge de Blanc-Mesnil à Boullantentier, dans les Vosges. Édifié en 1828 et 1832, l'atelier s'inscrit parfaitement, par l'utilisation de matériaux locaux, dans l'architecture vernaculaire. A gauche est perceptible une rangée de logements ouvriers bâties au début du 19^e siècle. A. Dagon © Région Lorraine – Inventaire général, 1986.



Raffinerie Schull de Petit-Couronne, en Haute-Normandie. Unité de raffinage des essences. Christophe Kolbmann © Inventaire général, Région Haute-Normandie, 2007.



Près de vingt années séparent ces deux clichés et témoignent de l'évolution du regard du photographe qui a accompagné l'élargissement du champ conceptuel du patrimoine industriel.

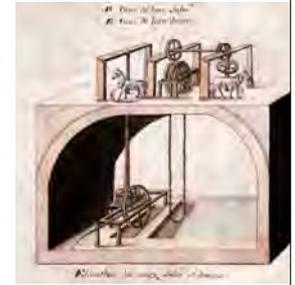
LA CELLULE DU PATRIMOINE INDUSTRIEL AU SEIN DE L'INVENTAIRE GÉNÉRAL



La Grande saline de Salins-les-Bains. Roue hydraulique destinée à l'éclairage de la saumure dans le Grand puits. Ce système de pompage fut mécanisé en 1750 pour remplacer les traditionnels manéges à chevaux. Yves Sancy © Région Franche-Comté, Inventaire du patrimoine. ADAPF, 1985.

« Élévation des axes droites et salées » - extrait du plan géométral de la Grande et Petite salines, vers 1718 (AD Jura 11 SP 350). Deux systèmes d'hautes actions qui des manèges à chevaux peuvent être observés sur cet extrait. L'un entraîne, par le biais d'engrenages et de renvois d'angle, une chaîne à godets appartenant à une sauge, déversant l'eau dans une rigole en surface. L'autre est constitué d'un arbre vertical et d'une lanterne entraînant une roue hydraulique, de type noria, qui déverse, après à vide, la saumure dans une rigole souterraine. Jérôme Montgretier © Région Franche-Comté, Inventaire du patrimoine. ADAPF, 1984.

trielle. Ce n'est en effet que dans un courrier daté du 6 janvier 1983⁵⁰ qu'André Chastel, alors professeur au Collège de France et président de la Commission nationale de l'Inventaire⁵¹, souligne l'importance de la prise en compte du patrimoine industriel par l'Inventaire général, étant entendu que les études ethnographiques pouvant lui être liées soient dissociées du strict travail d'inventaire. Il rappelle que ces derniers incombent à la mission du patrimoine ethnologique, cellule indépendante créée en 1980 au sein de la direction du Patrimoine, avec laquelle il fut convenu d'harmoniser travail et méthodes et d'entretenir des relations suivies. C'est dans la lignée de celle-ci et suite aux réflexions menées par la mission et clairement signifiées dans le rapport rédigé par G. Emptoz et J.-F. Bellhose⁵² que fut installée, en janvier 1983, une cellule du patrimoine industriel au sein de la sous-direction de l'Inventaire général des monuments et des richesses artistiques de la France. Elle était constituée à ses débuts d'une petite équipe créée de trois personnes⁵³, responsables de la gestion des crédits d'étude et de la coordination du travail de recherche. Son rôle : agir en urgence pour la connaissance et la préservation d'un patrimoine encore invisible. Au même moment paraît le rapport *Hommes, techniques et sociétés industrielles : usages et identités*⁵⁴ qui propose de grands axes de recherche assortis de recommandations. La mise en place de la cellule résulte donc d'une conjonction de circonstances à la fois contextuelles, politiques et scientifiques. D'une



⁵⁰ Archives du ministère de la Culture. Patrimoine industriel - 04V220 - 28/62. Courrier de la direction du Patrimoine, 6 janvier 1983. Réunion préparatoire du comité permanent de la Commission nationale de l'Inventaire.

⁵¹ La Commission nationale de l'Inventaire définissait les orientations, examinait les programmes engagés et évaluait les situations des différentes équipes de recherche de l'Inventaire général. Dans le cadre de la décentralisation, la nouvelle instance consultative, point de rencontre des collectivités locales, de l'État et des professionnels du patrimoine, est le Conseil national de l'Inventaire général du patrimoine culturel (CNIGPC), dont la constitution est définie par le décret du 20 juillet 2005 et dont la première réunion est lieu le 27 mars 2007.

⁵² Bellhose, J.-F. et Emptoz, G., op. cit.

⁵³ Jean-François Bellhose, Françoise Hamon, conservateur à l'Inventaire général, et Gérard Emptoz. Elle sera complétée au 1^{er} août 1983 par l'arrivée de Catherine Chaplain, de Claudine Cartier aux départs de 1984, de Paul Souchu en 1986, enfin d'Émile Libertin, chargé de l'icongraphie, à partir des années 1990. Sarah Catherine Chaplain et Paul Souchu exercent toujours leurs fonctions relatives au patrimoine industriel à la direction générale des Patrimoines.

⁵⁴ Gézennec, N., Bressand, B. et Vallières, J. *Hommes, techniques et sociétés industrielles : usages et identités*. Paris : ministère de la Culture/Dalloz, 1983. 112 p.

part, la nécessité pour l'Inventaire général d'intégrer dans ses missions un domaine dont l'intérêt universel se faisait de plus en plus sentir, en France comme à l'étranger. Et d'autre part, la volonté du milieu scientifique engagé dans de tels projets (universités, économistes ou associations) de procéder à des inventaires sérieux, mais confronté à des problèmes méthodologiques et dépourvu de suffisamment de moyens humains et financiers pour pallier à ce handicap. La cellule offrait alors la structure appropriée pour servir ces intérêts mutuels et satisfaisait la trilogie scientifique, associative et institutionnelle. Comme l'attestent les sources d'archives relatives à sa création, une réflexion approfondie sur les questions de méthodes, comme sur la définition du patrimoine industriel, a été portée dès le départ par les différents acteurs institutionnels dont J.-P. Leca, A. Chastel, L. Bergeron, F. Hamon, C. Cartier, J.-F. Bellhose ou encore J.-M. Pérouse de Montcloux⁵⁵. L. Bergeron précise d'ailleurs que seule

⁵⁵ Archives du ministère de la Culture. Patrimoine industriel - 04V220 - 28/62. Comptes rendus de la direction du Patrimoine, septembre 1983. Sujet : Problèmes et projets relatifs aux études conduites sur le patrimoine industriel.

LE PATRIMOINE INDUSTRIEL, SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE FRANÇAIS - UN ÉTAT DES LIEUX

Mais, à côté de ces grands groupes, d'autres entreprises, françaises et étrangères, n'ont pas à rougir et témoignent également de leur richesse technologique par la qualité de leurs fabrications. Ainsi, le secteur de la production énergétique est aussi représenté par l'Atelier Les Charmilles à Genève, fabricant de régulateurs et de turbines hydrauliques. Implanté dans cette région alpine frontalière, lieu stratégique où Aristide Bergès a ouvert la voie à l'hydroélectricité, cet atelier conserve un patrimoine techni-

que dans deux centrales hydroélectriques, l'une en Champagne-Ardenne et l'autre en Bretagne. Alors que la centrale Mazarin à Charleville-Mézières possède un ensemble composé de trois générateurs électriques alternatifs (turbines hydrauliques, convertisseurs mécaniques, alternateurs triphasés) datés de 1924, la centrale de Guemse comprend, quant à elle, deux régulateurs, datés de 1937, destinés à régler l'arrivée de l'eau sur les pales des deux turbines Kaplan toujours en activité.

Secteurs d'activité	Constructeurs majoritairement rencontrés*
Industrie agroalimentaire	ACMT (4) ; Buhler SA (7) ; Lafon (7) ; MLAG (5) ; Néhlig Heuser et C° (7) ; Schneider Incopter (4) ; Tessen-Rose-Brauk (9) ; Sangan (9)
Industrie textile	Ryo-Catteau (9) ; SACM (2) ; Veillet-Lescure (1)
Industrie de la céramique, du verre et des matériaux de construction	Jacques Coudray (12) ; Faure (7) ; Ét Dupuis (7) ; Vicentini Officine Fonderie di Cavazzale (4) ; Rietter et Koller AG (4)
Industrie chimique	Darragon (4) ; Crossley Brother Ltd (2)
Industrie métallurgique et de transformation des matériaux	Vernet (1) ; Bliss et C° (1)
Industrie du bois	Guillet et fils (8) ; Entreprises Bertand (1) ; Grimar (1)
Industrie minière	Alshom (5) ; Décamps Désiré (3) ; Fives-Cals Babcock (3) ; SACM (3) ; Vénot (2) ; Siemens-Schukert Werke (3) ; Gute Hoffnungs Hütte (2)
Industrie du papier et d'impression sur papier	Ludlow Typograph Co. (6) ; Voirin J. (4) ; Schnellpressenfabrik AG Heidelberg (6) ; Société des Établissements Foucher A. (4)
Industrie des peaux et du cuir	Turner (5)
Industrie de l'habillement	United Schoe Machinery Company of France (6) ; Singer (6) ; Leroy (3) ; Pinguet et fils (4)
Industrie de construction mécanique et de petite métallurgie	Terrasse (8) ; Guillet et fils (4 situés dans l'atelier de menuiserie d'une tannerie) ; Billaud H (3) ; Bliss (4) ; Grimar (3) ; Japy frères (1)
Production industrielle de l'énergie	Atelier Les Charmilles (3) ; Compagnie Fives-Lille (1) ; SACM (1) ; Schneider et C° (5) ; Winterthur (1)

* Le chiffre entre parenthèses qui suit le nom du constructeur fait référence au nombre d'occurrences rencontrées dans Mistral Query.



La corderie Yvelois trouve son origine dans un moulin à coton installé en 1822 sur la rivière la Cailly, à Notre-Dame de Bondouville. Durant son activité, la corderie fut équipée de machines françaises et anglaises introduites par l'énergie hydraulique. Indépendamment des assemblages et de la moulinerie Rye-Catteau, la corderie conserve également dans son atelier des cordes tressées plusieurs batteries de tresseuses construites à la fin du 19^e siècle par Marie Brève, à Saint-Chamond, et au début du 20^e siècle par Tardy, à Sures. Les courroies et arbores de transmission distribuant l'énergie aux machines transportent l'atelier. Denis Courchaud © Inventaire général, Région Haute-Normandie, 1994.

11	<i>Préface</i> <i>Philippe Bélaval</i>	93	PRÉSERVATION DU PATRIMOINE INDUSTRIEL : LE RÔLE DES MONUMENTS HISTORIQUES
12	<i>Préface</i> <i>Robert Belot, Pierre Lamard</i>	94	<i>Du patrimoine industriel au monument historique : évolution du rythme des protections</i>
15	<i>Préface</i> <i>Denis Woronoff</i>	94	Le poids de la tradition classique comme reconnaissance patrimoniale
17	<i>Introduction</i>	96	La rupture des années 1980 : mutation politico-culturelle
23	LES PRÉMICES DE LA CULTURE SCIENTIFIQUE, INDUSTRIELLE ET TECHNIQUE EN FRANCE	100	La synergie entre Inventaire général et Monuments historiques : pour une protection raisonnée
28	<i>Les milieux spécialisés</i>	108	Le patrimoine scientifique et les Monuments historiques
31	<i>L'action des pouvoirs publics</i>	108	<i>Du rapport Loiseau à la commission Varloot</i>
31	La MIDIST et la vulgarisation scientifique et technique	115	LE PATRIMOINE INDUSTRIEL ET TECHNIQUE FRANÇAIS UN ÉTAT DES LIEUX
31	Une collaboration riche : la MIDIST et la direction du Patrimoine	117	<i>État d'avancement de la couverture territoriale</i>
39	LA CELLULE DU PATRIMOINE INDUSTRIEL AU SEIN DE L'INVENTAIRE GÉNÉRAL	123	<i>Approche analytique des données collectées par l'Inventaire général</i>
40	<i>Sa création</i>	123	Appareil critique de Mistral Query
44	<i>Ses objectifs</i>	136	<i>Interprétations graphiques et cartographiques</i>
47	La logique des premiers programmes d'études	136	Lecture paysagère du patrimoine industriel
48	Les nouvelles orientations de la cellule	147	Usine, architecture et patrimoine
53	LE REPÉRAGE DU PATRIMOINE INDUSTRIEL FRANÇAIS	191	La désolation du patrimoine technique
54	<i>Le choix sémantique</i>	204	<i>La valorisation par l'édition</i>
55	<i>Les objectifs initiaux du repérage</i>	217	NOUVELLES PERSPECTIVES POUR LE PATRIMOINE INDUSTRIEL
59	<i>La construction de la méthodologie</i>	218	<i>Évolution de la conceptualisation patrimoniale</i>
62	Le bordereau et la notice	218	Regard rétrospectif
66	Les lexiques	223	Construction mémorielle et mondialisation : les nouveaux enjeux patrimoniaux
68	La maquette informatique	229	<i>Patrimoine industriel et développement territorial</i>
68	Le livret-mode d'emploi	229	Le patrimoine, support de nouvelles formes d'urbanité
69	<i>La prise en compte des machines de production</i>	247	Développer les partenariats
77	<i>Les déboires du stade expérimental</i>	257	CONCLUSION
81	L'HÉRITAGE INDUSTRIEL COMME SOURCE DE RENOU- VELLEMENT DE LA PERCEPTION PATRIMONIALE	268	<i>Annexes</i>
82	<i>Son apport dans la culture scientifique et technique</i>		
84	<i>Son apport dans la chaîne documentaire de l'Inventaire</i>		
88	<i>Patrimoine industriel et « dossier électronique »</i>		

Les éditions Lieux Dits sont spécialisées depuis leur création en 2002 dans le beau livre illustré, notamment dans les domaines du patrimoine, de la photographie, de l'art et de la bande dessinée. Créée par des photographes professionnels, la maison d'édition accorde un soin tout particulier à la qualité de l'image imprimée.

Le catalogue comprend aujourd'hui environ 130 titres, dans les domaines de l'art, du patrimoine, de la photographie et de la bande dessinée.

Les ouvrages sont diffusés en France par Rando Diffusion, en Suisse par Servidis, en Belgique par Caravelle, au Canada par ADL.

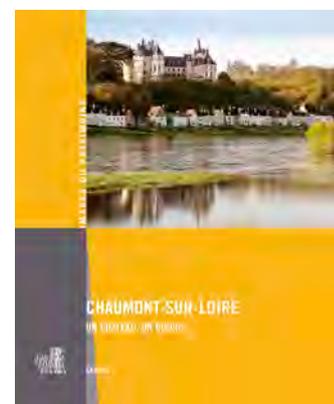
DERNIÈRES PARUTIONS :

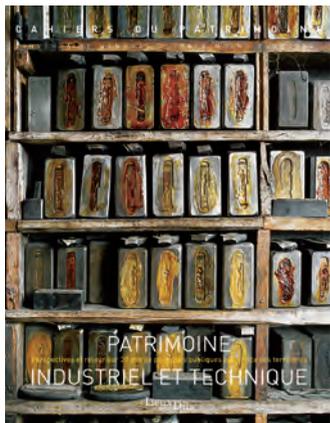
- *Chine, les trois gorges, le plus grand barrage du monde*
- *Le Grand Creillois industriel, architecture et patrimoine*
- *Noirlac, collection Images du patrimoine*
- *Morez, ville industrielle du Jura, collection Images du patrimoine*
- *David Tremlett, architecte de lumière – les vitraux contemporains de Villenauxe-la-Grande*
- *Vichy, invitation à la promenade*
- *Houlgate, la Perle de la Côte-Fleurie, collection Parcours du patrimoine*
- *Le relevé en architecture*
- *Le Train des Pignes, collection Parcours du patrimoine*
- *Rougemont, petite cité comtoise de caractère*
- *Chaumont-sur-Loire, un château, un bourg collection Images du patrimoine*

À PARAÎTRE :

- *Orfèvrerie, le trésor de la cathédrale de Bayeux*
- *Céramiques architecturales de Jeanne Champiloo*
- *INDE, les guerriers guérisseurs*
- *Trouville, collection Images du patrimoine*

Retrouvez notre catalogue complet
et les dossiers de presse des ouvrages sur le site
www.lieuxdits.fr





PATRIMOINE INDUSTRIEL ET TECHNIQUE

Perspectives et retour sur 30 ans de politiques
publiques au service des territoires

Le patrimoine industriel a-t-il partie gagnée en France ? L'expression même, d'abord étrange, est devenue banale. En 30 ans, l'espace d'une génération, elle a conquis droit de cité. Mais ceux qui se réjouissent que des ateliers, des usines, des ponts et des halles aient ainsi bénéficié d'une forme de reconnaissance, voire d'une protection au titre des Monuments historiques, doivent convenir que rien n'est définitivement acquis. Bien des déceptions ont jalonné notre itinéraire. C'est toujours une course de vitesse entre les chercheurs et les démolisseurs. Ce patrimoine est non seulement fragile mais il n'a de chance de survivre que s'il est répertorié et, en quelque sorte, adopté. Pourtant, des manufactures d'Elbeuf au haut fourneau d'Uckange, des chevalements du Pas-de-Calais au silo d'Arenc à Marseille, à la chocolaterie Menier comme aux papiers peints Leroy, l'intervention efficace des pouvoirs publics et le militantisme informé des associations a évité un destin de friches à des centaines de sites remarquables mais sans activité.

Septembre 2011

304 pages

Format 21 x 27 cm

Prix de vente

30 euros TTC

Je désire recevoir exemplaire(s) de cet ouvrage, au prix unitaire de 30 € (frais de port inclus),
soit un montant total de

Je note bien que mon chèque ne sera encaissé qu'après l'envoi de ma commande.

Société.....
Nom et Prénom.....
Adresse.....
Code Postal et Ville.....
E-mail.....
Tél.....

**PATRIMOINE INDUSTRIEL
ET TECHNIQUE**

Perspectives et retour sur 30 ans de politiques
publiques au service des territoires

Ci-joint un chèque bancaire ou postal de€ (à l'ordre des éditions Lieux Dits)